Critique Sociale

numéro 13 - décembre 2010

Actualité :
La lutte face à la contre-réforme des retraites, p. 1
Pendant ce temps-là, à Pôle emploi, p. 4
Histoire et théorie :
90 ans après le Congrès de Tours, p. 5
Le concept de démocratie chez Marx, par M. Rubel, p. 6

La lutte face à la contre-réforme des retraites

La mobilisation de septembre-novembre 2010 restera, quoi qu'il advienne, une date importante de l'histoire sociale et politique en france. Evidemment, comme on ignore la suite il est difficile de prévoir comment l'histoire percevra cet événement : début d'une nouvelle montée en puissance des luttes sociales ? Fin des illusions en des « solutions négociées » par des professionnels coupés de la base ? Peut-être tout cela à la fois...

Après plusieurs manifestations, le pic de participation a été atteint le 12 octobre avec 3,5 millions de manifestants, et cette journée a été suivie d'autres manifestations massives les 16 et 19 octobre. Cependant, après cette semaine de mobilisation très suivie l'intersyndicale du 21 octobre a discrètement sonné la... retraite. Solidaires y a bien proposé « *un soutien syndical national à la grève interprofessionnelle en cours, aux grévistes en lutte* » et « *un appel national à renforcer et élargir cette grève.* » Mais le communiqué final du 21 octobre, signé par toutes les directions des centrales sauf FO et Solidaires, ne mentionnait même pas les grèves reconductibles ! FO et Solidaires ont eu raison de ne pas signer ce texte, mais n'ont par ailleurs absolument pas sorti de position commune recensant ces grèves et appelant à les généraliser et à les unifier.

La semaine du 12 octobre avait pourtant ouvert le moment le plus déterminant de cette mobilisation sociale : pour gagner, il restait à partir de là à inventer l'inconnu. Malgré l'absence d'impulsion des « directions », dont l'attitude avait un effet démoralisant, il y a effectivement eu une certaine auto-organisation à la base et des grèves reconductibles dans certains secteurs. Il faut saluer ces mouvements combattifs et courageux ; mais la grève ne s'est malheureusement pas généralisée. On notera que le mouvement n'a certes pas été aidé par le fait que le secrétaire général de la CGT déclare dédaigneusement à propos de la grève générale : « *un slogan qui est tout à fait abstrait, abscons, tout ce que vous voulez.* »[1] Malgré cette désertion en rase campagne, des Assemblés Générales, des mouvements auto-organisés, des débuts de coordination ont surgi.
Parmi les différents secteurs où des grèves ont été reconduites avec une intensité variable : transports (SNCF et autres[2]), EDF, raffineries, enseignement, métallurgie, usines de pneus, musées, etc., parfois pendant plus de deux semaines de suite. Des actions ponctuelles ont été menées par des travailleurs de différents secteurs : blocage d'une gare, de l'accès à un aéroport, etc. Même le journal *Libération* a remarqué de « *nouvelles formes de lutte, spontanées et solidaires* »[3].
Autre point positif, l'apparition de nombreuses caisses de grève – en particulier pour les grévistes des raffineries. Mais si cela se limite à un aspect « grève par procuration », où on ne se met pas en grève soi-même mais on donne aux grévistes pour qu'ils luttent et gagnent à notre place, cela ne peut pas permettre de construire le rapport de forces suffisant. Il y a évidemment eu de véritables difficultés financières à entrer dans une grève durable, qui plus est dans un contexte où beaucoup pensaient la victoire peu probable[4].

L'unité construite localement et la détermination ont donc été à l'origine de diverses actions, ce qui est très positif. Toutefois, pour gagner ces actions doivent être appuyées sur un socle de grèves durables massives, avec des comités de grève se coordonnant. Il y a eu une détermination réelle, par exemple face à la répression : à la raffinerie de Grandpuits, le 22 octobre au matin des violences policières ont été perpétrées pour faire passer des salariés pourtant grévistes mais réquisitionnés par le préfet – de surcroît illégalement[5] !
Ce qui a manqué, c'est une intensification de la grève, une réelle coordination nationale, et le sentiment de la possibilité de la victoire effective : il faudrait plus que le « *on se mobilise pour marquer le coup* » mais sans trop y croire, qui est d'ailleurs parfaitement compréhensible vu le contexte. On a clairement vu un manque de confiance en nos possibilités de victoire, mais, point à souligner, qui n'entraînait cependant pas vraiment de résignation.
Se mobiliser sur des journées de manifestations isolées permet de « se compter », d'être ensemble et nombreux dans une affirmation contre le pouvoir. Mais ces manifestations ont un caractère éphémère qui est leur faiblesse. De même, on a beaucoup parlé du soutien moral au mouvement chez une grande majorité de la population : la question sera à l'avenir d'arriver à passer du soutien à l'action, ce qui passera sans doute par l'invention de nouvelles formes d'auto-organisation permettant d'aller plus loin que la simple approbation passive de la mobilisation.

Le mouvement a été marqué par une prise de conscience. Curieusement, la mobilisation n'a semble-t-il pas vraiment été gênée par le fait que la plupart des directions des centrales ne défendaient pas le mot d'ordre de retrait pur et simple du projet de contre-réforme du gouvernement. Mais l'essentiel est que le retrait était bel et bien le mot d'ordre des manifestants et des grévistes. La prise de conscience a été loin de se limiter à la seule question des retraites : on a parlé salaires, travail en général, voire

[1] Bernard Thibault interviewé sur RTL le matin du 7 octobre 2010.
[2] Echec par contre de la grève à la RATP, ce qui a été très préjudiciable au mouvement étant donnée l'importance des transports en commun de la région parisienne.
[3] Une de *Libération* n° 9164, 29 octobre 2010.
[4] Sur les difficultés à faire grève, cf dans notre numéro précédent : « L'expression d'une force sociale », *Critique Sociale* n° 12, octobre 2010. Voir aussi, pour un bilan d'une mobilisation antérieure (mais d'une ampleur bien moindre) : « Printemps 2009, l'inefficacité des directions "syndicales" », *Critique Sociale* n° 7, septembre 2009.
[5] « La justice suspend la réquisition de Grandpuits », *Journal du Dimanche*, 23 Octobre 2010. Un second arrêté préfectoral de réquisition, plus restreint, a par la suite été considéré, lui, comme légal.

du temps de vie lui-même – et de la part de cette vie qui est gâchée, sacrifiée pour et par l'exploitation capitaliste. La perspective de la prolongation jusqu'à 67 ans de l'esclavage salarié a été ressentie, à juste titre, comme intolérable par beaucoup de salariés.
La créativité sociale, la spontanéité et la solidarité ont été présentes, quoique avec une ampleur trop limitée pour gagner. Il y a eu appropriation populaire du sujet, qui ne doit pas masquer la nécessité d'aller plus loin : vers l'appropriation de la démocratie, la formation d'Assemblées Générales par zone géographique (par ville, par arrondissement, par quartier...). Ce qui pose des questions pratiques : qui pour les organiser ? Pour diffuser massivement l'information sur leur tenue ? Il y a eu l'apparition de collectifs locaux, mais avec de fortes disparités d'un endroit à l'autre. Il y a fondamentalement une nécessité de lieux de débats, de créativité collective et d'invention démocratique, largement ouverts et pouvant servir à centraliser et diffuser les informations. Se réapproprier les bourses du travail serait par exemple une possibilité.

Malgré les critiques très présentes dans le mouvement contre les mobilisations « saute-moutons », les directions ont finalement choisi la défaite plutôt que l'affrontement avec le pouvoir. C'est un renoncement à un devoir de base : se mobiliser jusqu'au niveau nécessaire suivant la situation pour défendre les conditions de vie, les intérêts et les droits des travailleurs.
Les centrales syndicales sont des appareils, de plus il y a trop de structures concurrentes : cet excès du nombre de confédérations dilue les responsabilités d'une « tactique » qui vient de nous mener, une fois de plus, à la défaite. Une certaine unification du syndicalisme pourrait être un mieux, sans aller jusqu'au syndicat unique : si SUD a été créé dans les années 1980 par des exclus de la CFDT c'est qu'il y a une raison, toujours valable ; mais la scission entre CGT et FO, qui avait un sens à l'époque (à la fin des années 1940 !), n'en a plus aujourd'hui. On pourrait souhaiter une fusion à la base CGT-FO-FSU-Solidaires, sans appareil bureaucratique, pour une démocratisation de l'outil syndical, avec le pouvoir aux adhérents, pour que cette confédération unifiée soit réellement un outil des travailleurs, leur appartenant et dirigée par eux, qui soit au service des luttes sans autre considération, sur une base d'indépendance telle que définie par la Charte d'Amiens[6]. Pour éviter l'existence d'intérêts séparés des intérêts des travailleurs (voire divergents), il faut interdire les permanents syndicaux à temps complet, et favoriser la rotation des tâches. Ce sont des mesures de base, qui ne sont cependant pas suffisantes en soi pour éviter de façon certaine toute bureaucratisation.

Une force sociale s'est manifestée fortement. Ses limites n'ont pas permis sa victoire. La démocratie sociale qui s'est exprimée se doit de se renforcer par l'auto-organisation, par l'appropriation des débats publics à la base par les travailleurs, les chômeurs et les jeunes.

Cette mobilisation s'est déroulée dans un contexte précis : la crise du capitalisme se poursuit, et en conséquence les violentes politiques d'austérité mises en place en Europe suscitent de fortes résistances populaires (Espagne, Grande-Bretagne, Portugal, Irlande, etc.), mais pour le moment elles continuent néanmoins à être mises en place. Grossièrement dirigées contre les travailleurs, ces politiques portent de plus un risque important de perpétuer la crise, voire de provoquer une nouvelle récession[7], de par une paupérisation de très nombreux salariés – par des baisses directes de salaires, ou leur « gel » (comme en france), des restrictions de certaines mesures sociales, la baisse de fait des pensions de retraite, etc.
On peut se demander dans quelle mesure les gouvernements se rendent compte ou non des risques économiques de leurs politiques d'austérité. Il semble que les classes dirigeantes, entraînées par les soubresauts du capitalisme, naviguent à vue par à-coups successifs. La situation montre en tout cas la nécessité d'en finir avec l'actuel ordre politique et économique.

* * *

[6] Texte adopté lors du Congrès de la CGT de 1906, tenu à Amiens.
[7] Voir : Alain Bihr, « Derrière l'austérité budgétaire, une nouvelle agression contre le salariat », *A Contre courant* n° 219, novembre 2010, pp. 2-5.

Pendant ce temps-là, à Pôle emploi

Pôle emploi est le résultat de la « fusion » entre l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) et les ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce – vieux nom de l'entité chargée de verser leurs indemnités aux chômeurs) – fusion, comme on dit, ni faite ni à faire. Il s'agit, en clair, de l'organisme de gestion du flux grandissant de chômeurs[8].
Non seulement le gouvernement supprime des dizaines de milliers d'emplois publics, ce qui entre autres effets néfastes accroît d'autant le chômage, mais maintenant il supprime aussi des postes à Pôle emploi[9] – cela dans une situation où le nombre de chômeurs continue d'augmenter : sur les mois de septembre et octobre 2010 il y a eu 17 500 chômeurs de plus en france, soit un total de 4 234 300 chômeurs. Depuis le début de l'année, alors que le nombre de chômeurs augmente, le nombre de chômeurs indemnisés recule ![10]

A quoi occupe-t-on donc tous ces chômeurs ? De plus en plus, les conseillers de Pôle emploi n'ayant ni le temps ni les moyens de faire leur métier, les chômeurs sont redirigés vers des « prestations » d'organismes privés. C'est, au passage, encore un nouveau biais pour saper les services publics.
Voici quelques extraits entendus en novembre 2010 lors de l'un de ces « ateliers recherche d'emploi », organisé par un sous-traitant privé devant des chômeurs envoyés par Pôle emploi : le chômeur doit être « *vraiment dans une démarche marketing* […] *on identifie le produit, le service, c'est-à-dire vous.* » Il faut avoir une « *attitude pro-active* » (variante : « *vous devez faire preuve de pro-activité* »), en pratiquant « *le networking, tout ce qui est le réseautage* ». Il faut « *évaluer* » son « *portefeuille de compétences* », « *soigner sa présentation, sa communication* », tout ça pour mieux « *se vendre* ».
Certains mots ne veulent rien dire ? C'est fait pour : comme il n'y a pas de travail, il faut bien occuper les gens – et ceux qui ne viennent pas à ces séances de n'importe quoi seront radiés : c'est toujours ça de moins dans les statistiques (rappelons que Pôle emploi procède à environ 450 000 radiations administratives par an).
Cette politique de sous-traitance consiste à donner de l'argent au privé, et à balader les chômeurs dans des « prestations » inutiles. Mais ce n'est pas seulement une absurde perte de temps, c'est aussi un moyen de formatage insidieux – qui est présent aussi dans certains discours-types de Pôle emploi. Il s'agit de faire intégrer aux chômeurs qu'ils sont une marchandise qu'ils se doivent de proposer sur le marché du travail salarié, en utilisant des techniques publicitaires : il faudrait par exemple « *s'entraîner* » à faire sa « *PP2M* », c'est-à-dire une « *présentation personnelle en 2 minutes* » ! Encourager la concurrence entre chômeurs se fait au détriment de la solidarité, et évidemment ne diminue en rien le chômage.

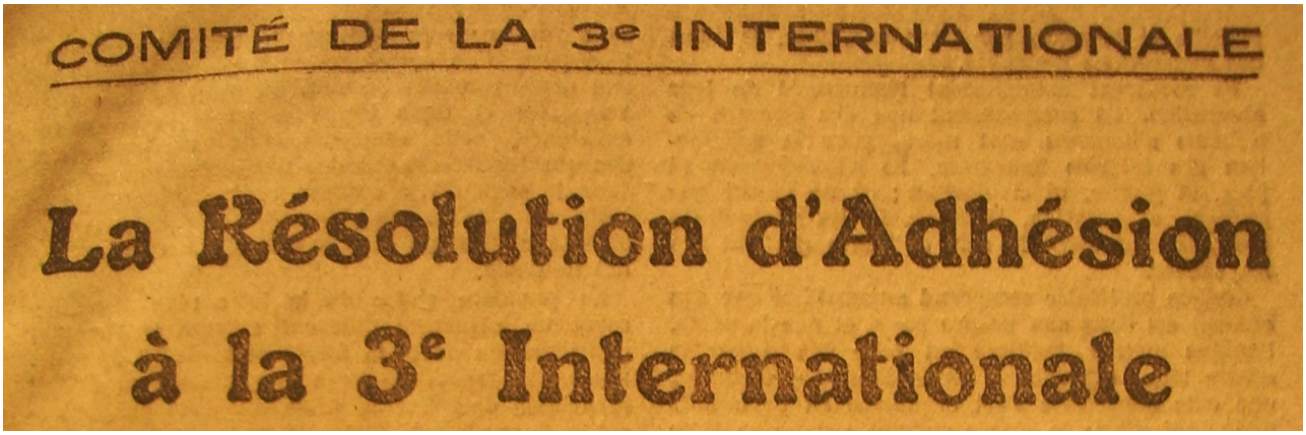
Ce conditionnement des chômeurs constitue un système de violence sociale. L'institution Pôle emploi est à ce niveau, de facto, organisée contre les chômeurs, quelle que soit par ailleurs la bonne volonté des salariés qui y travaillent. Le but est que le maximum de chômeurs « quittent le dispositif » : c'est-à-dire qu'il faut en sortir le plus possible des chiffres et des statistiques du chômage, par n'importe quel moyen (stages, « prestations » par des organismes privés, radiations, et – ça arrive parfois – par le fait de trouver un travail, le plus souvent précaire). On retrouve d'ailleurs le même principe vis-à-vis des allocataires du RSA (Revenu de solidarité active, système qui a remplacé le RMI).
Du fait de l'organisation économique il n'y a pas assez d'emplois pour tous, ce qui entraîne un chômage massif et durable. Cela fait partie du très lourd bilan du système capitaliste, avant même la crise qui dure depuis 2007, qui ne fait qu'aggraver encore plus une situation qui était déjà très mauvaise depuis longtemps.

---

[8] Voir : « La société du chômage de masse », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008.
[9] Les salariés de Pôle emploi ont d'ailleurs fait grève le 9 novembre 2010 contre cette suppression de 1800 postes.
[10] *Dares indicateurs* n° 70, octobre 2010, pp. 1 et 7, et *Dares indicateurs* n° 79, novembre 2010, publiés sur le site internet du Ministère du travail (travail-solidarite.gouv.fr).

90 ans après le Congrès de Tours

En décembre 1920, le Congrès de Tours du Parti Socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière) adoptait à une large majorité une résolution du Comité de la 3e Internationale, et créait ainsi la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), plus tard appelée Parti Communiste. Le Comité de la 3e Internationale avait été fondé en france en mai 1919 par des révolutionnaires qui s'étaient opposés à la Guerre mondiale : à sa tête se trouvaient Fernand Loriot, Boris Souvarine et Pierre Monatte.


COMITÉ DE LA 3e INTERNATIONALE

La Résolution d'Adhésion à la 3e Internationale

La résolution adoptée au Congrès de Tours en décembre 1920

Mais rapidement le développement du nouveau parti a été entravé par les dérives autoritaires des bolchéviks (dérives qui avaient été dénoncées depuis longtemps par la révolutionnaire communiste Rosa Luxemburg). Par la suite, l'aggravation de ces dérives par le stalinisme en URSS puis dans tout le Komintern a détruit de l'intérieur les partis « communistes », et les staliniens ont exclu la plupart des principaux fondateurs : Souvarine et Monatte furent exclus dès 1924, Loriot continua à combattre de l'intérieur la stalinisation du parti puis fut poussé à la démission en 1926. Ces militants et bien d'autres ont poursuivi leur lutte à l'extérieur du parti stalinisé, en animant les revues *La Révolution prolétarienne* et le *Bulletin communiste*, et en créant des groupes communistes anti-staliniens comme le Cercle Communiste Démocratique.

Il faut rappeler que le stalinisme naissant a été dénoncé dès les années 1920 par des militants communistes, qui furent pour cela exclus par la bureaucratie. La dictature capitaliste d'Etat exercée en URSS contre les travailleurs a été critiquée comme telle par de nombreux communistes, par des fondateurs du parti comme Loriot, Souvarine et Monatte, par des communistes anti-staliniens de tous pays, par des luxemburgistes, des conseillistes, d'autres marxistes, des socialistes révolutionnaires, des communistes démocratiques, etc.

À l'inverse, le parti stalinien a eu des positions opposées aux intérêts des travailleurs et opposées aux principes du communisme, en particulier en renonçant à toute perspective révolutionnaire (comme on l'a vu en 1936, 1945 et 1968), en soutenant le pacte Hitler-Staline au début de la Seconde guerre mondiale, en votant les pleins pouvoirs au « socialiste » Guy Mollet pour écraser la révolte algérienne dans les années cinquante, pour finir par adhérer au Programme commun de gestion du capitalisme avec le PS dans les années 1970, jusqu'au gouvernement Jospin.
Même après la fin de l'URSS en 1991, en l'absence d'un bilan de fond et d'une véritable remise en cause politique et historique, il n'y a pas eu de retour possible du PCF vers le communisme qui était porté par ses véritables fondateurs, les militants du Comité de la 3e Internationale. Il ne reste donc pour ainsi dire rien du Congrès de Tours.

Mais l'objectif d'auto-émancipation des travailleurs, d'un monde libéré du capitalisme, de l'exploitation par le travail salarié et des Etats, reste pleinement d'actualité : à l'opposé du stalinisme, le projet communiste reste celui d'une communauté humaine mondiale, d'« *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* »[11].
Pour y arriver, « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »[12], et non celle d'un parti autoritaire, séparé des masses par la professionnalisation et la confiscation des tâches politiques.

* * *

Le concept de démocratie chez Marx

Ce texte de Maximilien Rubel a été publié dans la revue *Le Contrat social* en 1962[13]. L'auteur y précise que : « *Le thème de cet essai fut traité dans un cours public à l'Université de Harvard en avril 1961. Tout en y apportant quelques changements, l'auteur a tenu à lui conserver le style de l'improvisation.* » Ce texte a par la suite été remanié par Rubel pour être intégré dans son recueil *Marx critique du marxisme* (éditions Payot, 1974 – réédité en 2000[14]). Sauf mention contraire, les notes de bas de page sont celles du texte original : nos ajouts sont signalés entre crochets.

Maximilien Rubel (1905-1996) était un spécialiste majeur de l'œuvre de Karl Marx, dont il a édité et traduit de nombreux textes. Il a notamment publié quatre tomes d' œuvres de Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade, édition de près de 8000 pages au total qui fait référence à ce jour en langue française. Politiquement, il se situait dans le courant du communisme des conseils. Il avait créé la revue *Etudes de marxologie* (1959-1994), et participait aux *Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils* (1962-1969).

I. - Pour une démocratie libérée de l'Etat et de l'Argent

La critique sociale, qui constitue la substance de l'œuvre de Karl Marx, a, pour l'essentiel, deux cibles : l'Etat et l'Argent. Il est significatif que Marx ait commencé cette œuvre critique *avant* d'adhérer au communisme. Pour y parvenir, il lui suffisait de concevoir la démocratie comme la voie d'une libération fondée sur des rapports sociaux profondément modifiés et, tout d'abord, de fournir la preuve théorique de l'incompatibilité foncière d'institutions telles que l'Etat et l'Argent avec la liberté humaine. Deux tâches pour lesquelles il fallait s'évader de la philosophie hégélienne : cette position se trouve proclamée dans deux écrits qui, rédigés à quelques mois de distance, paraissent ensemble dans les *Annales franco-allemandes* de janvier 1844, quatre ans avant le *Manifeste communiste* dont ils présentent, en quelque sorte, une variante en deux volets de style philosophique. Il s'agit de l'*Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, d'une part, et de l'essai sur *La Question juive*, d'autre part.

[11] Karl Marx, *Manifeste communiste*, 1848.
[12] Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale).
[13] *Le Contrat social* Volume VI n° 4, juillet-août 1962, pp. 214-220 (nous avons intégré les corrections indiquées par l'Errata publié dans le numéro suivant de la revue : Volume VI n° 5, septembre-octobre 1962, p. 310). *Le Contrat social*, « revue historique et critique des faits et des idées », était dirigé par Boris Souvarine.
[14] « Marx et la démocratie », texte 1 de la partie III, pp. 253-267 de l'édition Payot, 2000. Les changements entre les deux versions de l'article sont suffisamment importants pour justifier la présente réédition du texte de 1962. Nous ne signalons que quelques une des variantes, en notes entre crochets.

Entre ces deux moments de la carrière littéraire de Marx se situent ses études d'économie politique et la première tentative d'une critique radicale des théories du capital. Inédits jusqu'en 1932, ces travaux ont permis de mieux comprendre les chemins de sa pensée. Toutefois, alors qu'une immense littérature a été consacrée aux manuscrits parisiens, dits économico-philosophiques, de 1844, on ne connaît aucune analyse en profondeur de l'important travail auquel Marx s'est livré pendant l'été de 1843, dans sa studieuse retraite de Kreuznach, et qui nous est parvenu sous la forme d'un volumineux manuscrit. Publié pour la première fois en 1927, ce texte, quoique inachevé, marque une rupture définitive avec la philosophie politique de Hegel. Tout en dénonçant violemment l'illogisme et la supercherie de certaines thèses hégéliennes sur l'Etat et la monarchie, la propriété et la bureaucratie, Marx formule une conception de la démocratie où il va beaucoup plus loin que dans les articles qu'il avait publiés, quelques mois auparavant, dans la *Rheinische Zeitung* pour livrer bataille à la censure prussienne[15].

C'est une opinion répandue qu'en devenant communiste, Marx abandonne l'idéalisme et le libéralisme dont témoignent ces essais polémiques. Mais, à moins de supposer que son adhésion au communisme est le geste d'un illuminé, force est d'y voir l'aboutissement logique, naturel, de ce même idéalisme et de ce même libéralisme. La clef de cette adhésion, on la trouve aussi bien dans le manuscrit antihégélien de Kreuznach que dans les deux essais mentionnés plus haut, publiés à Paris. De tous ces travaux, une conviction se dégage, qui n'abandonnera plus le savant et l'homme de parti : la démocratie ne peut trouver son achèvement que dans une société où les hommes, librement associés, n'aliènent plus leur personnalité à travers de fallacieuses médiations, politiques et économiques. Cette conviction, Marx l'a acquise au moyen de nombreuses lectures, philosophique et historiques, pendant ses années universitaires à Berlin et à Bonn (1840-1842).

le CONTRAT SOCIAL
revue historique et critique des faits et des idées
— bimestrielle —
JUILLET-AOUT 1962
Vol. VI, N° 4

Pour notre sujet, il convient d'examiner brièvement quelques-unes de ces lectures : elles nous mettront sur la piste de la démarche intellectuelle qui a conduit Marx de la démocratie à l'anarcho-communisme. Dans un de ses cahier d'étude, qui date de son séjour berlinois, nous ne trouvons pas moins de 160 extraits du *Traité théologico-politique* de Spinoza. Les passage notés se rapportent aux miracles, à la foi et à la philosophie, à la raison et à la théologie, à la liberté de l'enseignement, aux fondements de la république, au prophétisme, etc. Tout cela, sans le moindre commentaire personnel – et pourtant, sur la couverture du cahier, on peut lire : « Spinoza : Traité théologico-politique, par Karl Marx, Berlin 1841. »

Comment faut-il entendre ce titre ? Par là, Marx semble signifier qu'il avait retenu chez Spinoza tout ce qui lui paraissait nécessaire pour construire sa propre vision du monde des rapports humains. Il y affirmait manifestement sa conviction que la vérité est l'œuvre de toute l'humanité et non point d'un

[15] [passage reformulé en 1974 : « Marx formule une conception de la démocratie beaucoup plus radicale que celle des articles publiés, quelques mois auparavant, dans la *Rheinische Zeitung*, pour combattre la censure prussienne. »]

individu ; il pensait en cela comme Goethe, qu'il admirait, et qui s'était présenté lui-même comme un disciple de Spinoza. En outre, Marx copie ou fait copier, en deux cahiers, quelque 6o extraits des lettres du philosophe hollandais. Il découvrait chez Spinoza, comme il les trouvait en lui, les raisons majeures qui l'incitèrent à donner à l'Allemagne le signal de la lutte pour la démocratie. La république démocratique, la liberté humaine sont chez Spinoza les éléments d'une éthique rationnelle, d'une conception des hommes et du bonheur humain dans les domaines de la nature et de la société ; on y trouve l'idée que l'individu peut atteindre la liberté par la conscience, la connaissance et l'amour. C'est de Spinoza, non de Hegel, que Marx apprit à concilier nécessité et liberté. Et quand il entreprit de démolir la mystification hégélienne, quand il s'attaqua à la métaphysique de l'Etat, défini par Hegel comme le but suprême de la Raison, il était déjà préparé pour s'attaquer aux fondements réels de l'autorité politique : la propriété et la bureaucratie.

Nous verrons plus loin les motifs qui poussèrent Marx à développer le concept spinozien de démocratie, à l'enrichir d'un examen de ses implications sociales, ou plus précisément à fondre la démocratie spinozienne avec le communisme, après avoir écarté la métaphysique de l'Etat qui l'avait d'abord attiré chez Hegel. Bien que Marx ait rejeté cette philosophie politique sans conditions, on sait qu'en commençant à rédiger *Le Capital* il fera retour vers la dialectique hégélienne : euphémisme, ironie peut-être, il parlera de « flirt ». Envoûté par Hegel pendant ses années d'études, il ne s'en est jamais libéré complètement, pour autant qu'il s'agisse de philosophie de l'histoire. C'est de cette situation ambiguë qu'est né le malentendu qu'on appelle « matérialisme historique ».

Spinoza apporta à Marx ce que celui-ci eût demandé à Hegel, ou au Rousseau du *Contrat social*, à savoir la chance offerte à l'individu de réconcilier l'existence sociale et le droit naturel, chance que la charte des droits de l'homme et du citoyen n'accordait qu'en vertu d'une fiction juridique. Le *Traité* de Spinoza est sur ce point sans équivoque : « La démocratie naît de l'union des hommes jouissant, en tant que société organisée, d'un droit souverain sur tout ce qui est en leur pouvoir. » Régime politique le moins absurde, la démocratie est, « de toutes les formes de gouvernement, la plus naturelle et la plus susceptible de respecter la liberté individuelle », car nul n'y abandonne son droit naturel de manière absolue. « Il le transfère à la totalité de la société dont il fait partie ; les individus demeurent ainsi tous égaux, comme naguère dans l'Etat de nature. »

Veut-on une preuve littéraire de l'influence de Spinoza sur la première pensée politique de Marx, voici un passage où l'on reconnaîtra aussi l'écho des attaques de Feuerbach contre Hegel :

> La démocratie est l'*énigme* résolue de toutes les Constitutions. Ici, la Constitution est incessamment ramenée à son fondement réel, à l'*homme réel*, au *peuple réel* ; elle est posée non seulement *en soi*, d'après son essence, mais d'après son *existence*, d'après la réalité, comme l'œuvre *propre* du peuple. La Constitution apparaît telle qu'elle est, un libre produit de l'homme[16].

Dans la suite de son argumentation, Marx s'attaque à Hegel, pour qui l'homme provient de l'Etat-démiurge. Il lui oppose la démocratie qui part de l'homme, qui fait de l'Etat un objet, un instrument de l'homme. Paraphrasant la critique de la religion de Feuerbach, Marx raisonne sur les Constitutions politiques :

> De même que la religion ne crée pas l'homme, que l'homme crée la religion, ce n'est pas la Constitution qui crée le peuple, mais le peuple qui crée la Constitution. La démocratie est, en quelque sorte, à toutes les autres formes de l'Etat, ce que le christianisme est à toutes les autres religions. Le christianisme est la religion par excellence, l'*essence de la religion*, l'homme déifié considéré comme une religion *particulière*. De même, la démocratie est l'*essence de toute Constitution politique* : l'homme socialisé considéré comme Constitution politique *particulière*… L'homme n'existe pas à cause de la loi, c'est la loi qui existe à cause de l'homme : c'est une *existence humaine*, tandis que dans

[16] *Kritik des Hegelschen Staatsrechts*, in *Werke*, tome I, Berlin 1956, p. 231.

> les autres [formes politiques] l'homme est l'existence *légale*. Tel est le caractère fondamental de la démocratie[17].

Marx apporte ici des éléments de sa propre fabrication, qui n'entrent d'ailleurs dans le cadre traditionnel de la démocratie qu'en le faisant éclater. Point de témoignage empirique à l'appui, pour l'instant. Il en trouvera plus tard, et c'est alors qu'il associera au concept de la démocratie un autre concept qu'il en aura tiré, à savoir, la dictature du prolétariat ; dans un cas comme dans l'autre, il s'agira, à ses yeux, d'une seule et même chose : l'« autodétermination du peuple »[18].

Cet apport de l'expérience, Marx le recueille dans sa retraite de Kreuznach, après avoir quitté la rédaction de la *Rheinische Zeitung*. Il met son inaction à profit pour étudier en profondeur l'histoire révolutionnaire de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique. C'est cette étude qui le convainquit sans nul doute que l'aboutissement normal et inévitable de la république démocratique est dans le communisme, autrement dit, « la vraie démocratie où l'*Etat politique* disparaît. »[19]

II. - La démocratie américaine et son avenir

On trouve, dans un cahier d'étude de 1843, des extraits du récit d'un Ecossais qui, visitant les Etats-Unis, parvient à des conclusions plus radicales que celles de Tocqueville. Thomas Hamilton accomplit son voyage en 1830-1831. Son ouvrage, *Men and Manners in America,* fut réédité deux fois en peu de temps[20]. Marx le lut en 1843 dans une traduction allemande et en copia quelque 50 passages, relatifs aux problèmes importants de l'Amérique : fédéralisme et suffrage universel, situation légale et réelle des citoyens, conflits d'intérêts entre le Nord et le Sud ; constitution des Etats de la Nouvelle-Angleterre, etc.

Ce qui pique son intérêt, c'est la façon dont Hamilton comprend, ou plutôt ressent, les tendances sociales dans le fonctionnement de la démocratie américaine. Avec un curieux mélange de générosité libérale et de goût aristocratique, l'auteur décrit les partis républicain et fédéraliste, la « révolution silencieuse » commencée quand Jefferson prit le pouvoir, la montée du « nombre » par opposition aux hommes de propriété et de savoir. Tout cela témoigne d'un beau flair historique, et Marx ne pouvait rester indifférent aux faits frappants rapportés par l'Ecossais. Il y trouve ce que Tocqueville n'avait pas démêlé : les potentialités révolutionnaires de la démocratie américaine.

Selon Tocqueville, l'Amérique offrait l'image même de la démocratie, car elle jouissait d'une égalité quasi complète des différentes conditions. A la vérité, il craignait que la démocratie ne fût exposée à devenir la tyrannie d'une majorité ; mais il était essentiellement optimiste quant aux perspectives sociales et économiques des régimes démocratiques.

Hamilton, lui, a observé certains traits de la vie économique américaine ; il y a discerné une tendance que Marx va considérer comme décisive pour l'avenir de l'Amérique : la lutte des classes. Voici quelques-uns des passages notés par Marx en allemand et traduits ici de l'original anglais. Hamilton s'entretient avec des « Américains éclairés » sur les possibilités sociales offertes par la Constitution des Etats-Unis, et il constate qu'aucune volonté ne vient faire contrepoids « à l'imprévoyance de la démocratie par la prévoyance et la sagesse d'une aristocratie de l'intelligence et de la prudence ». Il donne alors un exemple de ce qu'il appelle « évolution et tendance de l'opinion chez les habitants de New York » :

---

[17] *Ibidem*.
[18] *Ibidem*.
[19] *Op. cit.*, p. 232.
[20] Le livre parut en 1833 (deux ans avant *La Démocratie en Amérique*) et connut vite trois éditions allemandes et deux traductions françaises. L'auteur s'était déjà fait un nom par un roman de valeur, *Cyril Thornton*, publié en 1827.

> C'est une ville où les différents ordres de la société se sont rapidement séparés. La classe laborieuse s'est déjà constituée en une société qui porte le nom de *Workies*, par opposition à ceux qui, favorisés par la nature ou par la fortune, jouissent d'une vie de luxe sans connaître les nécessités du travail manuel. Ces gens ne font point mystère de leurs revendications, et il faut leur rendre cette justice qu'elles sont peu nombreuses, quoique énergiques... Leur première exigence, c'est l'égalité et l'universalité de l'instruction. II est faux, disent-ils, de soutenir qu'il n'existe à présent aucun ordre privilégié, aucune aristocratie de fait, dans un pays où l'on admet les différences d'éducation. Toute une partie de la population, contrainte au travail manuel, se trouve forcément exclue des charges importantes de l'Etat. Il existe donc vraiment – affirment-ils – une aristocratie, et de l'espèce la plus odieuse : l'aristocratie du savoir, de l'éducation et de l'élégance, qui contredit au véritable principe de la démocratie, l'égalité absolue. Ils se font fort de détruire une injustice aussi flagrante en y consacrant toute leur activité physique et mentale. Ils proclament à la face du monde que cette plaie doit disparaître, faute de quoi la liberté d'un Américain sera réduite à l'état de simple vantardise. Ils déclarent solennellement ne point s'estimer contents, aussi longtemps que tous les citoyens des Etats-Unis ne recevront pas le même degré d'éducation et ne prendront pas le même départ dans la course aux honneurs et offices de l'Etat. C'est chose impossible, on s'en doute, et ces hommes le savent, que d'éduquer les classes travailleuses au même degré que les plus riches ; leur but avoué, c'est donc de réduire les riches à la même condition intellectuelle que les pauvres (…) Mais ceux qui limitent leurs considérations à la dégradation mentale de leur pays sont en vérité des *modérés*. D'autres vont bien plus loin. Ils réclament hautement une *loi agraire* et une distribution périodique de la propriété. Sans nul doute, c'est à l'*extrême gauche* du parlement *workie*, mais ces gens se contentent de pousser jusqu'au bout les principes de leurs voisins moins violents. Ils usent de toute leur éloquence pour réclamer la justice et la propriété pour tout individu qui reçoit nourriture et vêtement. Ils dénoncent cette monstrueuse iniquité : l'un roule en voiture, tandis que l'autre va à pied ; rentré de sa promenade, il sable le champagne, tandis que tout son voisinage doit, à sa honte, se contenter d'eau claire. Egalisez seulement la propriété, disent-ils, et vous ne verrez plus ni champagne ni eau. Vous verrez le brandy pour tout le monde, et cette victoire du consommateur vaut bien des siècles de lutte (pp. 160-61).

Examinant la politique ouvrière du gouvernement américain au regard des énormes ressources intérieures des Etats-Unis, Thomas Hamilton ne doute point que ceux-ci soient destinés à devenir une grande nation manufacturière. Voici son pronostic :

> D'imposantes cités de manufactures jailliront aux divers points de l'Union ; la population se rassemblera en masse, et l'on verra mûrir aussitôt les vices qui accompagnent actuellement un tel état de société. Des millions d'hommes verront leur subsistance dépendre de la demande d'une industrie particulière, et encore cette demande sera-t-elle soumise à une perpétuelle fluctuation. Quand le pendule oscillera dans une direction, ce sera un flux de richesse et de prospérité ; quand il reviendra en sens contraire, ce sera la misère, l'insatisfaction et le désordre à travers tout le pays. Un changement dans la mode, une guerre, la fermeture d'un marché étranger, mille accidents imprévisibles et inévitables se produiront, qui ôteront la paix aux multitudes. Un mois plus tôt, elles profitaient de toutes les facilités de la vie.

Voici maintenant une prédiction dans le plus beau style marxien[21] :

> Qu'on se rappelle que c'est la classe souffrante qui sera, en pratique, dépositaire de tout le pouvoir politique de l'Etat ; qu'il ne peut y avoir de force militaire pour maintenir

[21] [passage reformulé en 1974 : « Et Hamilton de risquer une prédiction dans le plus pur style marxien »]

> l'ordre civil et protéger la propriété ; et dans quel coin, j'aimerais qu'on me le dise, l'homme riche pourra-t-il chercher refuge et mettre à l'abri sa personne ou sa fortune ?

Certes, aucun des « éminents » interlocuteurs de Thomas Hamilton n'a refusé de voir qu'une telle période de désordre fût inévitable. Mais on lui répondait souvent que ces redoutables événements étaient encore éloignés, que pour l'instant le peuple n'avait guère d'inquiétude au sujet des afflictions à venir. Et le voyageur écossais de noter :

> Je ne peux pourtant m'empêcher de croire que le temps de l'épreuve est bien moins éloigné que ces raisonneurs ne l'imaginent pour se rassurer ; mais si l'on concède que la démocratie mène nécessairement à l'anarchie et à la spoliation, la longueur du chemin qui nous y mène n'a pas grande importance. Il est évident qu'elle peut varier selon les circonstances particulières de chaque pays où l'on en peut faire l'expérience. L'Angleterre pourrait faire le trajet à la vitesse du chemin de fer. Aux Etats-Unis, étant donnés les grands avantages qu'on y trouve, les choses peuvent durer encore une génération ou deux, mais le *terminus* est le même. Il y a doute sur la durée, non point sur la destination (p. 66).

Devenu communiste, Marx n'avait qu'à inscrire le mot de communisme là où Hamilton écrivait « anarchie » ou « spoliation » ; devenu économiste, il donnera aux avertissements de l'Ecossais une armature théorique dans le fameux chapitre du *Capital* qui s'intitule : « La tendance historique de l'accumulation du capital. »

Tocqueville a trouvé une formule générale, et quelque peu hégélienne, pour conjecturer cet accomplissement des temps. Il voyait dans le progrès de l'égalité sociale un effet de la Providence divine. Il parlait d'une « révolution irrésistible » et pensait que toute tentative de limiter la démocratie serait une violation de la loi divine. Il rappelait aux nations chrétiennes que leur premier devoir était l'éducation dans l'esprit de la démocratie et appelait de ses voeux une « nouvelle science politique (…) qui est indispensable au monde nouveau ».

III. - Défense et conquête de la démocratie

On serait tenté de dire que Marx fut le légataire spirituel de Tocqueville, et qu'il apporte cette science nouvelle de la société où la dialectique de la nécessité historique prendra la place de la croyance en la Providence divine. Nous n'avons cure de poser[22] à nouveau un problème qui tient une si belle place dans le débat sur l'« historicisme » de Marx. Ce que nous avons essayé de montrer, c'est que, dans la formation politique de Marx, il existe un lien étroit entre ses convictions pré-communistes et son adhésion au communisme ; entre le Marx démocrate et le Marx communiste ; entre les première œuvres, qui ne sont point économiques, où le communisme prend simplement la forme d'une dénonciation véhémente du culte de l'argent (*La Question juive*, par exemple), et *Le Capital*, où la même dénonciation est présente, quoique souvent tacite, dans le schéma scientifique du système de production capitaliste.

Nous voudrions apporter à cette thèse un dernier témoignage. En 1850, sept ans après son adhésion au communisme, et alors qu'il militait comme chef de la Ligue des communistes, Marx autorisa Hermann Becker, membre de la même Ligue, à publier un choix de ses écrits en plusieurs volumes. La première livraison fut publiée à Cologne en 1851. On y trouve les articles libéraux et démocratiques des *Anekdota* et de la *Rheinische Zeitung*, ce qui veut dire que Marx ne les considère point comme dépassés, et que la lutte pour les libertés démocratiques reste la tâche du jour. II est convaincu que ses premières idées sur la démocratie contiennent en puissance tous les éléments de

[22] [passage reformulé en 1974 : « Notre propos n'est pas soulever »]

cet humanisme dont le communisme n'a été qu'un aspect particulier ; et cela, Marx l'affirme dans ses manuscrits de 1844, première ébauche du *Capital*.

Deux concepts séparés, celui de démocratie et celui de communisme, correspondent chez Marx à la révolution politique et à la révolution sociale, c'est-à-dire aux deux étapes de la révolution prolétarienne[23]. La première, la « conquête de la démocratie » par la classe ouvrière, aboutit à la « dictature du prolétariat ». La seconde, c'est l'abolition des classes sociales et du pouvoir politique, la naissance d'une société humaine.

Marx a distingué entre révolution politique et révolution sociale, et il faut s'en souvenir si l'on veut comprendre ses attitudes d'homme de parti. Nous n'avons pas à nous occuper ici des divers aspects de sa sociologie politique. Retenons seulement que le développement social lui paraissait assujetti aux lois historiques, et que les révolutions sociales dépendaient donc des conditions données, tant matérielle que morales. Ce processus est caractérisé par la croissance des forces productives, progrès technique d'une part, maturité de la conscience humaine d'autre part. Au vrai, la thèse de Marx (la conscience sociale est déterminée par l'existence sociale) contient des ambiguïtés pour l'épistémologie. Pourtant, il convient de souligner en tout ceci le caractère *éthique* de la thèse – ou de son postulat – sur une conscience prolétarienne[24].

A l'idée d'une révolution à double moteur, correspond le double aspect de la pensée et de l'activité politique de Marx. Il ne manque pas d'exemples qui montrent que sa lutte politique prit souvent un caractère à la fois exotérique et ésotérique. Ainsi, en 1847, il accepte la vice-présidence de l'Association démocratique, à Bruxelles, tout en devenant membre de la Ligue des communistes. Ainsi, en janvier 1848, il rédige le *Manifeste communiste* et, dans le même mois, prononce un discours sur le libre-échange qui sera publié par l'Association démocratique. Ainsi, la même année, l'année de la révolution, il fonde et publie à Cologne la *Neue Rheinische Zeitung*, sous-titre : « Organe de la démocratie », et se brouille avec l'extrême gauche de la Ligue, qui dénonce son opportunisme. En 1847, il écrivait : « La domination de la bourgeoisie fournit au prolétariat non seulement des armes entièrement nouvelles pour le combat *contre* la bourgeoisie, mais aussi une position complètement différente en tant que parti officiellement reconnu. »[25] Dix-huit ans plus tard, Marx et Engels feront une déclaration publique où ils réaffirment leur position de 1847 et dénoncent les erreurs des lassalliens, qui recherchaient l'alliance du prolétariat et du gouvernement royal de la Prusse contre la bourgeoisie libérale : « Nous souscrivons aujourd'hui à chaque mot de la déclaration que nous avons faite à l'époque. »[26]

A chaque période de sa carrière politique, on voit Marx combattre inlassablement pour les libertés démocratiques : au début des années 50, aux côtés des chartistes ; pendant toute la durée du Second Empire, par des centaines d'articles antibonapartistes ; par sa lutte contre le tsarisme et contre le prussianisme qui en est l'instrument ; au cours de la guerre de Sécession, où il prit parti pour le Nord contre le Sud, pour le travail libre contre l'esclavage (en 1865, au nom du Conseil général de la Ire Internationale, il rédigea une adresse à Abraham Lincoln, rappelant qu'un siècle plus tôt l'idée d'une « grande république démocratique » avait pour la première fois jailli, donnant ainsi l'impulsion à la révolution européenne du XVIIIe siècle et faisant comprendre aux classes ouvrières que la rébellion des esclavagistes devait sonner là le tocsin d'une croisade de la propriété contre le travail). En 1871, Marx magnifia la Commune de Paris comme « le vrai représentant de tous les éléments sains de la société française, et donc le vrai gouvernement national » en même temps que « le gouvernement

[23] [passage reformulé en 1974 : « Deux concepts distincts, celui de démocratie et celui de communisme, désignent chez Marx les deux étapes d'un même mouvement, révolution politique et révolution sociale. »]
[24] [passage reformulé en 1974 : « il convient pourtant de souligner son caractère *éthique*, fondé sur la nécessité d'une prise de conscience prolétarienne. »]
[25] [« La critique moralisante et la morale criticisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 1847, *Werke*, IV, p. 193. (note de 1974)]
[26] [Lettre de Marx et Engels à la rédaction du *Social-Demokrat*, 3 mars 1865. (note de 1974)]

ouvrier », comme « le champion courageux de l'émancipation du travail », comme l'antithèse du bonapartisme et de l'impérialisme, comme « le *self-governement* des producteurs », un gouvernement élu au suffrage universel, responsable et révocable à tout moment. C'était « la forme politique enfin découverte pour réaliser l'émancipation économique du travail »[27].

Pour citer un dernier épisode, rappelons qu'en 1872 Marx fit exclure Bakounine de l'Internationale, car il était convaincu que l'anarchiste voulait s'en servir comme d'un paravent pour des entreprises de conspiration, où il se réservait à lui-même le rôle d'un maître absolu. Il voyait dans la société bakouninienne secrète « la reconstitution de tous les éléments de l'Etat autoritaire sous le nom de *communes révolutionnaires* (…) l'organe exécutif est un état-major révolutionnaire formé par une minorité (…) l'unité de pensée et d'action ne signifie rien d'autre qu'orthodoxie et obéissance aveugle. *Perinde ac cadaver.* Nous sommes en pleine compagnie de Jésus. »[28]

IV. - La dictature du prolétariat

Marx ne vantait pas volontiers ses propres mérites de théoricien social. Il ne prétendait avoir découvert ni l'existence des classes sociales ni la lutte de celles-ci dans la société moderne. Il revendiquait cependant, sans hésitation, la paternité d'une démonstration. originale, à savoir : 1. que l'existence des classes est liée à des phases déterminées du développement économique ; 2. que la lutte des classes aboutit « nécessairement » à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature conduit à la disparition de toutes les classes dans une société régénérée.

Bien qu'il ne nous le dise pas expressément, nous sommes en droit de supposer que Marx attribuait à ces trois thèses une validité scientifique, et que la démonstration avait à ses yeux la portée d'une construction logique, empiriquement vérifiable.

Il serait aisé d'énumérer les écrits, publiés ou inédits, dans lesquels Marx a effectivement tenté, avant 1852, de « prouver » les trois thèses divulguées dans sa lettre à Weydemeyer. On v verrait comment il fait appel, avec un judicieux équilibre, à deux méthodes simultanées : d'une part, l'analyse, la description précise, l'information sérieuse ; de l'autre, la déduction, la synthèse valorisante, et donc la *Sinngebung* éthique.
Quant au concept de dictature du prolétariat, il est étroitement lié à une conception de l'Etat et des formes de gouvernement.

Or nous venons de montrer que Marx a fait une large place, dans sa théorie politique, aux principes de la démocratie en tant que conquête de la bourgeoisie et du prolétariat dans leur lutte commune contre l'Etat féodal. Il y voyait, sans plus, la première étape d'une lutte à poursuivre désormais, au sein même d'une société capitaliste libérée des vestiges du passé féodal, jusqu'à la « conquête de la démocratie » par la classe la plus nombreuse et la plus misérable. Légale ou violente (nous savons que Marx n'excluait pas la possibilité d'une passation de pouvoir à l'aide du suffrage universel), cette conquête ne pouvait pas ne pas conserver un caractère dictatorial propre à toutes les actions de classe. Mais cette fois, et, selon Marx, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la dictature était en même temps la démocratie au vrai sens du terme : la destruction de l'Etat et le règne du peuple ; plus exactement : le règne de l'immense majorité sur des minorités autrefois dominantes et possédantes. Là, s'inaugure la phase de l'émancipation totale, autrement dit de l'utopie réalisée : la société sans classes. Marx le disait dès 1847, en polémiquant contre Proudhon :

[27] [« Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre civile en France », 1871, texte écrit par Marx pour l'AIT sur la Commune de Paris, citations traduites par M. Rubel. (note de *Critique Sociale* – l'édition Payot de 2000 donne par erreur la date de 1870 pour ce texte)]
[28] [*L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT*, 1873. (note de 1974)]

> La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile[29] [30].

Conclusion

Nous n'avons fait qu'effleurer le sujet, mais nous pouvons dégager de ce qui précède quelques idées générales dont voici le résumé :

1. Le concept de démocratie ne s'entend chez Marx que relativement à sa conception du développement social et par rapport aux conditions particulières de son époque. Comme théoricien et comme homme de parti, il a pris part à la lutte des classes ouvrière et bourgeoise pour les droits politiques ainsi qu'à la lutte pour l'émancipation nationale contre les régimes absolutistes et réactionnaires[31]. Démocratie, libération nationale étaient les buts à atteindre immédiatement, conditions préalables à l'établissement d'une société sans classes. Le premier but, la démocratie bourgeoise, n'était qu'un point de départ pour le mouvement autonome des ouvriers ; le suffrage universel était le moyen légal de conquérir le pouvoir politique, et ce pouvoir lui-même une étape nécessaire sur la voie de l'émancipation sociale.

L'idée de socialisme et de communisme a son origine dans l'idée d'une démocratie totale. Marx l'avait rencontrée chez Spinoza, et se souvient de la leçon pour critiquer la philosophie politique de Hegel et pour rejeter sa théorie de la bureaucratie, du pouvoir des princes et de la monarchie constitutionnelle. En adhérant au communisme, Marx ne rompait point avec sa première conception de la démocratie : il la sublimait. Dans le communisme tel qu'il l'a entendu, la démocratie est maintenue, et elle s'élève à une signification plus haute[32].

2. Le premier résultat positif de ses études philosophiques et historiques, c'est cette éthique humaniste qu'il n'a tenté que plus tard de fonder sur des prémisses scientifiques. C'est pour cet humanisme qu'il a abandonné la spéculation philosophique en faveur de la théorie sociale et de l'action politique. C'est seulement après avoir publié sa première prise de position communiste qu'il se met à l'école des grands économistes. Dans sa critique passionnée des auteurs étudiés, il se montre déjà en possession des critères qui l'autorisent à dénoncer l'« infamie » de l'économie politique.

3. La démocratie signifie pour Marx, comme pour les jacobins de sa génération, le gouvernement du peuple par le peuple. Point de départ et moyen, elle se transfigure dans la société sans classes, libérée de tout pouvoir étatique, de toute médiation politique[33]. En tant que but provisoire, la démocratie doit se réaliser contre le passé féodal et absolutiste par la lutte commune de la bourgeoisie et du

---

[29] [*Misère de la philosophie*, 1847, « Economie », I, p. 135. (note de 1974 : la référence renvoie au premier tome des œuvres de Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade)]

[30] L'absence, chez Marx, d'une *théorie* du pouvoir prolétarien rend plausible la critique anarchiste ; encore ne faudrait-il pas oublier que l'*illustration* historique que Marx en a donné dans l'Adresse sur la Commune de 1871 représente l'esquisse d'une telle théorie. Si Lénine a pu avoir raison contre Kautsky dans *L'Etat et la Révolution*, sa *praxis* politique fait de lui l'exécuteur testamentaire du despotisme éclairé dont Ch. Seignobos a très bien défini le programme : « Tout pour le peuple, rien par le peuple. » Marx a fait justice de la dictature éclairée, et donc du « léninisme », dès sa première passe d'armes avec Hegel, avant même d'adhérer au mouvement ouvrier. Cf. sur ce point notre article : « De Marx au bolchévisme : partis et conseils. », in *Arguments*, n° 25-26, juin 1962 [cet article est repris dans *Marx critique du marxisme* sous le titre « Partis et conseils ouvriers »].

[31] Cf. nos « Remarques sur le concept de parti prolétarien chez Marx », in *Revue française de sociologie*, n° 3 de 1961 [dans *Marx critique du marxisme* sous le titre « Le parti prolétarien »].

[32] [passage reformulé en 1974 : « Loin de rompre avec sa première conception de la démocratie, Marx, en adhérant au communisme, l'a sublimée. Dans le communisme tel qu'il l'a entendu, non seulement la démocratie est maintenue, mais elle revêt une signification plus étendue. »]

prolétariat, chacun remplissant son rôle révolutionnaire spécifique. Une fois ce but atteint, le prolétariat est appelé à s'émanciper par ses propres moyens et son émancipation est celle de l'humanité tout entière. La démocratie acquiert sa véritable signification quand elle est une lutte destructive et rénovatrice. Principal combattant, le prolétariat est poussé à son action « historique » par les condition inhumaines de son existence. La lutte de classes, ce fait historique, devient postulat éthique ; le prolétariat moderne doit s'organiser en tant que classe, conscient de sa « mission » révolutionnaire. C'est ainsi qu'Engels pouvait écrire : « Pour le triomphe ultime des idées exposées dans le *Manifeste communiste*, Marx se fiait uniquement et exclusivement au développement intellectuel de la classe ouvrière tel qu'il devait nécessairement résulter de l'action et de la discussion communes. »[34]

4. Ce que Marx appelle conquête de la démocratie, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique, est garanti par principe aux ouvriers par le fonctionnement normal de la démocratie, qui exclut théoriquement toute violence dans la lutte pour l'égalité sociale. La violence n'est pas une loi naturelle de l'histoire humaine ; elle est un résultat naturel des conflits de classes qui caractérise les sociétés où les forces de production sont devenues des forces d'aliénation sociale. Fiction juridique, la démocratie dissimule une dictature réelle, un rapport de classe exploiteuse à classe exploitée, un divorce entre les droits fondamentaux et l'oppression matérielle. L'antithèse historique et morale de ce phénomène permanent de l'histoire passée et présente, c'est le gouvernement réel de la majorité, résultat normal des conflits sociaux quand le suffrage universel se transforme, comme le dit Marx, « d'un instrument de duperie en un moyen d'émancipation »[35]. La démocratie apporte aux producteurs, organisés en syndicats et en partis, les moyens légaux de conquérir le pouvoir et d'œuvrer progressivement à la transformation de toute la société, en vue de bâtir « une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »[36].

Si l'on fait abstraction des ambiguïtés de l'enseignement marxien, on doit convenir que la critique sociale, telle que nous avons essayé de la définir, en exprime la valeur perdurable, ou ce qu'on pourrait appeler le *message*. Le « marxisme » – vocable qui, autrement, désigne un concept irréalisable – n'est concevable que comme un refus des systèmes politiques contemporains, ou plus exactement comme une critique sociale fondée sur l'idée (ou le postulat) d'une démocratie libérée de l'Etat et du Capital. Si l'on entend ainsi le « marxisme », on reconnaît l'inutilité, voire la nocivité d'un terme qui a prêté à tant de confusions. Le mot est superflu si l'on adhère au sens que nous lui prêtons, par quoi il rejoint l'éthique commune au socialisme, à l'anarchisme et au communisme. Au regard de cette éthique, aucune des sociétés existantes ne peut être considérée comme libre et humaine, car *toutes* sont soumises, à des degrés divers, à des régimes qui sont négation de la liberté et de l'humanité que Marx envisageait lorsqu'il parlait de démocratie.

« Il faut, écrivait Proudhon en 1840, ou que la société périsse, ou qu'elle tue la propriété. » Avec Marx, il dirait aujourd'hui : il faut, ou que la société périsse, ou qu'elle supprime l'Etat et le Capital.

MAXIMILIEN RUBEL.

* * *

[33] [passage reformulé en 1974 : « Pour Marx, la démocratie signifie gouvernement du peuple par le peuple. Point de départ et moyen, elle ne prend son véritable sens que dans la société sans classes, libérée de tout pouvoir étatique, de toute médiation politique. »]

[34] [Préface à l'édition allemande du *Manifeste communiste*, 1890, « Economie », I, p. 1488. (note de 1974)]

[35] [*Considérants du programme du Parti ouvrier français*, 1880, « Economie », I, p. 1538. (note de 1974)]

[36] [*Manifeste communiste*, « Economie », I, p. 183. (note de 1974)]

« La réduction du temps de travail est la première condition pour améliorer la vie des travailleurs »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 13, décembre 2010

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás